

De la prestidigitation, de la démocratie et des morts « sans qualité particulière »

LES morts non lus au petit déjeuner ou entre deux stations de métro, non vus et entendus sur le petit écran après le travail n'existent que comme rumeur. C'est le sort des étudiants zaïrois massacrés à Lubumbashi dans la nuit du 11 au 12 mai 1990. Faute d'être devenue médiatique, la mort de quelques dizaines d'entre eux n'a pas d'existence politique. Certes, il ne s'agit pas des seuls cadavres qui, faute d'une « qualité particulière », risquent de devenir vains. Les morts de Lubumbashi ont sûrement le tort d'être noirs. Et pourtant, les lycéens de Bangui n'ont été ni plus clairs ni plus nombreux ; ils ont simplement eu raison de se faire massacrer à portée de vue et de parole médiatique. Les étudiants de Lubumbashi ont certainement eu tort de se poser en tribunal pour juger trois indicateurs de la sécurité et il aurait été normal que les auteurs de cet acte soient traduits devant un tribunal indépendant. Mais la spirale de l'injustice et de la violence qui est à l'origine de leur geste vient d'être relancée par cette vendetta de l'État sortie tout droit d'un roman de *Far West*.

Plus de 6 mois après l'exécution à l'arme blanche de quelques dizaines d'étudiants, les réactions politiques ont pris du corps et permis de prévoir l'annulation du sommet de la francophonie à Kinshasa. Le Canada, qui a joué à Dakar le rôle instrumental dans la localisation du troisième sommet au Zaïre, se pose aujourd'hui en leader du mouvement de son déplacement. Seuls les États-Unis ont du mal à se départir d'un allié certes encombrant mais utile pour leur politique secrète en Angola et ailleurs en Afrique. L'accueil à la base militaire de Kamina des commandos anti-Kadhafi « tchadiens » montre que le maréchal Mobutu n'aide ses amis qu'à condition d'y trouver son compte. Ces commandos, qui ne peuvent que lui obéir, renforcent singulièrement sa capacité à porter d'autres coups comme celui de Lubumbashi.

L'intervention française au Gabon, les fusiliers marins américains au large du Liberia ou encore l'évacuation récente des « étrangers » (un euphémisme pour Occidentaux) protègent des vies blanches que personne ne semble directement menacer. Ces coups de main destinés à conduire un changement respectant l'ordre qui est familier aux règles des chancelleries traduisent le peu d'importance qu'a pour nous la démocratie en dehors de chez nous. Monsieur Chirac n'est visiblement pas le seul à juger que le multipartisme coûterait trop cher aux Africains. Nos hommes politiques considèrent comme plus rentable d'engloutir l'aide publique dans les coffres privés de « parrains » africains plutôt que de se lancer dans l'aventure ambiguë d'une transition démocratique. Une nouvelle alchimie qui transforme en kleptodollars, et en or privé, toute forme d'aide publique, y compris l'aide humanitaire, est considérée aujourd'hui comme un trait distinctif de la politique en Afrique et surtout au Zaïre. Jean-François Bayart vient de définir la politique en Afrique comme politique du ventre — une kleptopolitique (1).

Bâtir une communauté internationale qui affirme son respect des droits et libertés sur l'oubli des morts traduit un mépris profond, dangereux pour nous-mêmes, de la justice la plus fondamentale.

Sous nos yeux, les maîtres ès marketing produisent une Afrique de *chubs Méd.*, de couleurs vives, de modèles resplendissants qui font vendre les dernières créations de la haute couture, de la musique et de l'art plastique que nous voulons croire spontanées. La musique zaïroise, sa peinture populaire urbaine sont pour nous des objets d'échanges qui, comme toute marchandise, effacent la présence du producteur. Les concerts rock font vendre les nouvelles causes aux nouvelles générations qui, de l'Afrique, ne connaissent que l'apartheid, le sida et la famine. Ses misères nous confrontent aujourd'hui dans une autosatisfaction qui n'a rien à envier à Fukuyama (2). D'ailleurs, l'Afrique narrative que l'Occident a inventée (3) et que ses écrivains ont accréditée (4) comme construction, est largement pour nous un conservatoire des formes anciennes, un musée où comptent les artefacts mais pas les hommes. Le Zaïre de ce récit est un pays du malheur : le sida, la corruption, la guerre civile, l'anarchie et aujourd'hui un dictateur qui a réussi en vingt ans à égaler les grandes fortunes pétrolières. Quand son président légitime son pouvoir en tant qu'auteur de « la paix retrou-

(1) J.F. Bayart, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.

(2) F. Fukuyama « The End of History », *National Interest*, 16, 1989.

(3) V.Y. Mudimbe, *The Invention of Africa*, Bloomington, University of Indiana

Press, 1988.

(4) C.L. Miller, *Blank Darkness : Africanist Discours in French*. Chicago, Chicago University Press, 1986 et surtout son livre à paraître en 1991 *Theories of Africans*, dont la thèse principale a été annoncée en articles.

vée », il s'adresse surtout à nous qui, pour désigner la fragmentation ingouvernable, avons remplacé le concept de balkanisation par celui de congolisation. Le Zaïre s'appelait alors le Congo.

A l'exception de la presse belge — pour une fois, elle n'a pas eu peur de créer un incident diplomatique — et plus récemment de la presse québécoise (5), le silence de l'Occident sur le massacre de Lubumbashi est presque total. Le *New York Times* est allé jusqu'à signaler la manifestation devant l'ambassade du Zaïre à Lusaka sans « couvrir » le massacre. Les événements de l'Est et l'avènement de Mandela en Afrique du Sud et l'invasion irakienne du Koweït ont réduit le Zaïre au statut de pays sans importance alors que le coup de théâtre médiatique du discours présidentiel du 24 avril annonçant une imminente démocratisation accréditait l'idée que le calme régnait au Zaïre. Il n'y fallait surtout pas perturber la transition de peur de s'y impliquer, alors que par son habile politique d'achat des opposants, qui l'un après l'autre regagnaient le parti unique, le président Mobutu discréditait l'opposition depuis plus d'une décennie.

Les cadavres de Lubumbashi nous encombrant tant qu'il est plus aisé de les taire. Le gouvernement du Zaïre en a offert une explication qui semble tout dire. La presse occidentale hésite à la reprendre à son compte, malgré son attrayante simplicité. Les morts (on n'en reconnaît qu'un seul) seraient dus à des bagarres ethniques entre étudiants, bagarres que les forces de l'ordre ont dû arbitrer. Nous recevons en plein visage l'image de l'Afrique à laquelle nous avons toujours souscrit sans oser l'avouer publiquement. Le tribalisme est passé de mode et continuer à en faire un enjeu politique vous fait un peu ringard. Il est donc plus facile de se taire ; faute de « correspondant », ne reproduire qu'une brève dépêche d'agence et se contenter de juxtaposer des informations. La *Libre Belgique* rapporte que deux étudiants de Lubumbashi soignés à Johannesburg (!) confirment le démenti officiel. La presse zaïroise qui, soudainement, a retrouvé la liberté de parole perdue depuis 25 ans nous apprend qu'il s'agit des indicateurs que les étudiants ont tenté de juger et d'exécuter et que le pouvoir a envoyé aux bons soins des médecins sud-africains. Y sont-ils encore entrés comme « Blancs honoraires » ?

La création d'une commission internationale d'enquête, souhaitée par la Communauté européenne et par le Canada, permettrait d'établir les faits mais qu'advient-il de l'événement ? Une société qui se prend en main, qui ose opposer au bilan politique présidentiel de la « paix retrouvée » un cri — « la paix ne se mange

(5) Voir surtout *Le Devoir* de Montréal qui a publié entre autres un éditorial de la directrice du journal, Lise Bissonnette, « L'embarquement pour le Zaïre » le

20 décembre 1990, p. A8 et dans la section « Libre opinion » un article de B. Mulamba-Mbuyi, « Pas de sommet de la francophonie au Zaïre », le 29 novembre, p. B8.

pas » — produit des chansons mais ne fait pas de nouvelles. Au lendemain du discours du 24 avril, circulait déjà à Kinshasa une chanson « UDPS Oyé » (6) reprenant le leitmotiv de la chanson « L'indépendance tcha tcha » célébré en 1960. La société civile en Europe de l'Est fut « découverte » après dix ans de débats sur la Pologne. L'accorder à une nation d'Afrique nous en prendrait au moins le double et pourtant, les preuves de sa vitalité au Zaïre urbain ne manquent pas aujourd'hui.

Faute de voir son partenaire, nous avons perçu le maréchal Mobutu prononçant le discours de 24 avril en prestidigitateur de la parole. Le « *k.o. signé Mobutu Sese Seko* » (*L'analyste*, Kinshasa, le 25 avril 1990, p. 1) n'a pas produit d'événement médiatique et pourtant, sa condamnation de la Deuxième République assortie d'exécution, sur le champ, fait penser à l'exécution des Ceausescu. Les deux (la rumeur zaïroise les disait très amis, leur souhaitant ainsi le même sort) ont produit des non-lieux, un vide où pourraient s'engouffrer la contestation et les cadavres, un miroir qui reflète le vivant en mort et le mort en vivant, où la société civile se présente sous la forme d'un « multiribalisme » dont le Président agite à nouveau le spectre dans son discours. Alors que le rideau se lève pour le deuxième acte de la pièce ouverte le 14 janvier par l'annonce de la consultation populaire (7), la scène est vide ; y a-t-il jamais eu des cadavres, et si les étudiants eux-mêmes n'avaient jamais été que des fantômes ?

Depuis plus de dix ans, les Zaïrois prétendent qu'un ordinateur ayant englouti toutes les informations relatives à leur pays avait décrété qu'un tel pays ne pouvait exister (8). Pour le voir, il faut admettre que le 24 avril n'appartient pas à l'ordre des miracles et regarder en face la société qui, encore silencieusement, y fut au rendez-vous de sa première victoire, très fragile encore. Pour les sceptiques, elle laisse des repères sur le chemin de son affirmation. Tout d'abord 6128 memorandums qui ont permis à la société de retrouver la voix, ensuite quelques cadavres à l'Institut pédagogique national de Kinshasa, quelques dizaines à Lubumbashi suivis d'autres morts moins spectaculaires dans d'autres villes pour ne pas devoir se taire de nouveau.

Encore hier, la société civile au Zaïre se passait de la parole politique mais pas de la chanson ou de la peinture populaire. Sa prise de conscience récente est largement portée par l'explosion du religieux, de la spiritualité qui cette fois-ci promet aux justes le

(6) L'Union pour la démocratie et le progrès social a été à l'origine une aile radicale du parti au pouvoir, le Mouvement populaire de la révolution, avant de devenir d'abord le seul et actuellement le principal et le plus crédible parti d'opposition.

(7) Voir un livre sur la consultation

populaire à paraître cet hiver aux Éditions L'Harmattan.

(8) Voir I. Kabongo, « Déroutante Afrique ou la syncope d'un discours » in B. Jewisiewicki (éd.), *État indépendant du Congo, République démocratique du Congo, République du Zaïre*, 6, Québec, Safi, 1984, pp. 13-22.

bonheur sur cette terre et rend chaque fidèle responsable de sa réussite ou de son échec (9). Le memorandum des évêques, publié par *Jeune Afrique* et qui a provoqué la colère présidentielle dont l'écho revient dans le discours du 24 avril, appartient encore au temps de l'exclusion des citoyens de la politique. Aujourd'hui, les intellectuels que l'arbitraire de la politique et la dégradation de la vie économique et sociale viennent de pousser à joindre les masses urbaines et à intégrer leur univers, saisissent soudainement la parole politique. Quarante prêtres de Lubumbashi rédigent une lettre pour informer les fidèles du massacre des étudiants. Les doyens des universités zaïroises protestent et signent une pétition (10). Ils ouvrent ainsi au Zaïre la voie polonaise de transition. Lubumbashi s'annonce comme Gdansk du Zaïre ; éthiquement et politiquement, il serait intolérable de ne pas saluer ce peuple qui lève la tête.

Il n'est pas accidentel que l'opposition intellectuelle se soit affirmée à Lubumbashi. Il y a presque vingt ans, alors qu'il a créé l'Université nationale du Zaïre sur les décombres de trois universités, le président Mobutu a rationalisé la vie intellectuelle et politique. Seuls les collaborateurs et les sympatisants ont eu droit à demeurer à la capitale — les autres — et collectivement les facultés des Lettres et des Sciences sociales regroupées à Lubumbashi — ont été bannies. Kinshasa conserva les facultés utiles pour le « développement » : sciences économiques, juridiques, médecine, génie.

Éduqués dans la tradition du militantisme politique de l'ex-Université Lovanium et durcis par la pratique de survie au sein d'un système en chute libre, les diplômés de l'ancien campus, aujourd'hui l'Université de Lubumbashi, animent la presse libre des principales villes, ont fondé la Ligue zaïroise des droits de l'Homme, etc. Appartenant à la génération que la politique de la Deuxième République a condamnée soit à la médiocrité d'une « voix de son maître », soit à la mort civique, ils se sont subitement saisis du politique pour affirmer leur dignité humaine, leur fierté nationale. Pour comprendre cet éveil, il faut un regard rapide sur la décennie écoulée.

L'escalade des moyens destinée à maîtriser les étudiants n'a pu conduire qu'à accentuer l'opposition étudiante privée d'espoir. Le

(9) Il nous faudrait relire Max Weber et réexaminer sérieusement sa thèse sur l'éthique protestante et le capitalisme. Nous l'avons probablement trop facilement envoyé au classeur intitulé « Histoire des idées ».

(10) Les milieux intellectuels de Lubumbashi eux aussi étaient les seuls au Zaïre à entreprendre un projet indépendant d'éducation populaire. Le « train culturel » dont la survie matérielle fut assurée par le Centre

culturel français de cette ville a mis en contact les universitaires zaïrois avec le public des petits centres urbains le long de la ligne du chemin de fer et semble avoir joué un grand rôle dans le rapprochement entre les intellectuels, dont le pouvoir ne voulait pas et la petite, il faudrait dire minuscule, bourgeoisie de l'intérieur du pays. Il y a aussi d'autres expériences comme le théâtre populaire dont parle J. Fabian cité dans la note 12.

pouvoir coopte très peu de jeunes puisque ses moyens sont limités, mais surtout la classe au pouvoir se préoccupe désormais de sa reproduction sociale. Les conditions matérielles font qu'une auto-organisation devient indispensable pour la survie physique créant de nouveaux mécanismes d'action. Les revendications politiques se confondaient avec les gestes de désespoir qui frôlaient, et pour cause, les émeutes de la faim, alors que les tensions sociales internes ont fait durcir le conflit. Les étudiants d'origine modeste savaient que sans changement politique majeur, ils n'avaient aucun avenir, alors que leur présent fut fait de la lutte pour s'assurer un maigre repas par jour. Ceux dont les parents étaient influents et riches ne manquaient pas de faire sentir leur mépris aux autres, moins nantis. Les étudiantes rêvaient de devenir concubines d'un politicien.

La coopération internationale et les moyens propres de la classe politique ne permettent plus à la majorité de leurs enfants (de plus en plus nombreux, puisque tout homme politique qui se respecte a quelques épouses — « bureaux ») d'étudier à l'étranger. Plusieurs d'entre eux doivent donc, au moins, commencer leurs études au pays où la création d'universités privées s'avère lente.

Les diverses manifestations étudiantes constituées de gestes violents sont, depuis 1968, devenues l'ordinaire de la vie zaïroise. On laissait habituellement pourrir les grèves puisqu'elles changeaient peu le quotidien ; pour d'autres raisons, les instituts d'enseignement supérieur ne fonctionnaient que par intermittence. Le scénario comprend un échange des coups : les étudiants s'attaquent aux biens ou s'emparent des personnes (parlementaires, politiciens). Ils s'en prennent à d'autres étudiants qui travaillent, ou sont soupçonnés de le faire, pour les services de sécurité (il y en a actuellement quatre parallèles au Zaïre). Le pouvoir répond par des coups de force. La nuit, un commando descend dans les dortoirs pour frapper et de plus en plus souvent pour tuer. Depuis plus d'un an, les bilans de ces actions se sont soldés par de nombreux morts. Ces descentes avaient l'avantage de ne toucher que les pauvres ; les enfants de riches logent ailleurs. Les leaders étudiants disparaissent et on découvre plus tard leurs corps massacrés. La méthode est économique et laisse peu de traces permettant d'identifier les responsables. La terreur qu'elle suscite, amplifiée par la rumeur (faute d'information dans les médias), permet de prévenir une explosion générale. Le massacre de Lubumbashi se situe au sommet de cette logique.

« La liberté se mange-t-elle ? » (11) constitue la question qui unit aujourd'hui de nombreux Européens de l'Est et Africains. Personne ne doute au Zaïre que le pouvoir se mange et on sait qu'il « se mange entier » (12). Mais ne s'agit-il pas, dans les discussions politiques soudainement libres, d'un pouvoir à « manger » plutôt qu'à partager ? C'est là où se trouve le grand danger de la mise entre

parenthèses de l'expérience du dernier quart de siècle du « mobutisme ». De nombreux partis se réclament du fédéralisme sans prévoir la façon dont le pouvoir qui se mange entier pourrait être négocié et partagé. Pour définir ce fédéralisme, il faudrait s'écarter autant du concept libéral de masses populaires que du concept marxiste de prolétariat. Les hommes et les femmes ordinaires du Zaïre ne s'identifient à aucun de ces concepts, leur conscience s'élabore face aux acteurs politiques qui s'affirment. Il s'agit de la grande bourgeoisie plus préoccupée aujourd'hui par sa reproduction que par sa survie qui paraît inébranlable, les Églises établies, l'Église catholique surtout, qui voit son immense succès sur le plan spirituel compromis par une fragilité structurelle et enfin l'État ou, plus précisément, la violence institutionnalisée.

Un vent favorable semble souffler du côté des intellectuels zaïrois, contrairement à ce qui se passe en Europe de l'Est où la suprématie des intellectuels, vieille de presque un siècle, est en train de s'estomper. Les réactions courageuses dont certains paient encore le prix, face au massacre de Lubumbashi, constituent une sorte d'affaire Dreyfus zaïroise (13). Pour la première fois depuis plus d'un quart de siècle, l'urgence morale et politique a poussé de nombreux intellectuels à réagir de concert publiquement. Cette prise de parole qui fut aussi celle de l'Église catholique suivie de deux autres églises établies (protestante et kimbanguiste) et du prolétariat urbain (grèves de Lubumbashi en 1990) se situe dans le nouveau climat politique qu'ont institué les réactions à la consultation populaire. Elle les dépasse cependant ; il ne s'agit plus de défendre un intérêt spécifique mais d'exprimer la conscience de la nation.

B. Jewsiewicki
CÉLAT. Université Laval

(11) Cette question est forgée en écho du dicton qu'on dit en swahili de Lubumbashi *abakulake amani* (« On ne mange pas la paix ») auquel la consultation populaire du président Mobutu a donné le statut d'un onzième commandement. Au début de l'année 1990, alors que la consultation était ouverte, le dicton répliquait surtout à la politique mobutiste de légitimation de la Deuxième République par « la paix retrouvée » que le Président aurait apportée par son coup d'État de 1965. Voir à ce propos T.K. Biaya, « L'impasse de la crise zaïroise dans la peinture populaire urbaine,

1970-1985 » in B. Jewsiewicki (éd.), *Art et politique en Afrique noire*, Ottawa, Association canadienne des études africaines 1989, pp. 95-120.

(12) J. Fabian, *Power and Performance*, Madison, University of Wisconsin Press, 1990.

(13) Nguza Karl-i-Bond, l'ancien Premier ministre et l'ancien ministre des Affaires étrangères, à tour de rôle homme du pouvoir et opposant politique, avait publié une déclaration « Je dénonce » qui évoque explicitement « J'accuse » d'E. Zola, *Umoja* (Lubumbashi) du 20 juin 1990.